

Pour faciliter la lecture: Définitions et principales notions économiques

Voici quelques définitions qui vous aideront à mieux comprendre les principales notions économiques auxquelles nous faisons appel dans les profils sectoriels.

Balance commerciale : Différence entre ce qu'un pays exporte et ce qu'il importe. Quand les exportations sont supérieures aux importations, le pays affiche un « surplus commercial »; quand les importations sont supérieures aux exportations, on parle de « déficit commercial ».

Capital humain : Base de connaissances, de compétences, d'expérience et de capacité intellectuelle nécessaire pour tirer le meilleur parti de nos technologies et pour être productif.

Capitalisme : Système économique et social dans lequel des entreprises appartenant à des intérêts privés entreprennent la plupart des activités économiques. Le gros du travail est effectué par des particuliers qui ne possèdent pas d'entreprise, mais qui doivent travailler en échange d'une rémunération. Les entreprises privées se mesurent les unes aux autres sur le marché de la concurrence.

Capital physique : Immeuble, appareil ou pièce d'équipement servant à produire des biens ou services.

Économie : « Lieu » dans la société où les gens travaillent et produisent des biens de valeur.

Exportations : Biens et services que notre pays vend à des acheteurs d'un autre pays (ou que des visiteurs étrangers nous achètent).

Importations : Biens et services produits à l'étranger et achetés par notre pays. Les importations comprennent aussi l'argent dépensé lors des vacances et les achats effectués à l'étranger.

Inflation : Augmentation soutenue des prix qui entraîne une réduction du pouvoir d'achat.

Marché du travail : Partie de l'économie dans laquelle les gens vendent leur travail afin de produire des biens et des services au bénéfice de l'employeur en échange d'une rémunération.

Produit intérieur brut (PIB) : Couramment utilisé pour mesurer la taille globale de l'économie, le PIB est la valeur totale des biens et services finaux produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une année donnée.

Productivité de la main-d'œuvre : Somme des biens et services qu'un travailleur produit dans un intervalle donné (par exemple, une heure). S'obtient en divisant le produit intérieur brut par le nombre total d'heures travaillées par tous les travailleurs au cours d'une année.

Réglementation : Règles établies et appliquées par le gouvernement, qui régissent le fonctionnement de l'économie.

Salaires (nominal/réel) : Le salaire nominal se mesure en dollars l'heure. La croissance du salaire nominal ne tient pas compte de l'évolution du prix des biens de consommation. Le salaire réel est rajusté pour tenir compte de l'évolution du prix des biens de consommation. Ces deux valeurs permettent de mesurer le pouvoir d'achat à différents moments dans le temps. Quand le salaire nominal augmente plus vite que les prix à la consommation, le salaire réel augmente.



Profil sectoriel ÉCONOMIE CANADIENNE

FAITS ET CHIFFRES	
PIB total (valeur ajoutée, \$ de 2002) <i>Croissance depuis 2000</i>	1,3 billion \$ +17 %
Exportations	562,2 milliards \$
Importations	536,8 milliards \$
Balance commerciale	+25,4 milliards \$
Nombre total d'emplois <i>Évolution depuis 2000</i>	17,1 millions +3,5 millions
Investissements de capitaux des entreprises	309 milliards \$
Salaires horaires moyens (sans heures supplémentaires) <i>Évolution du salaire réel depuis 2000</i>	19,50 \$ +2 %
Croissance de la productivité de 2000 à 2007	7 %
Nombre moyen d'heures par semaine (sans heures supplémentaires)	29,5
Nombre moyen d'heures supplémentaires par année	47
Nombre de syndiqués au Canada	4,6 millions
Taux de syndicalisation approximatif	30 %
Total de l'effectif TCA	225 000
Nombre d'unités de négociation TCA	1 644
Taille moyenne de l'unité de négociation	137

SOURCES : Statistique Canada; Recherche TCA.
Données 2008 sauf précision à l'effet contraire.

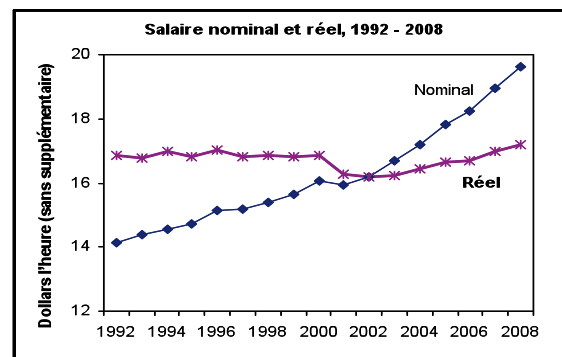
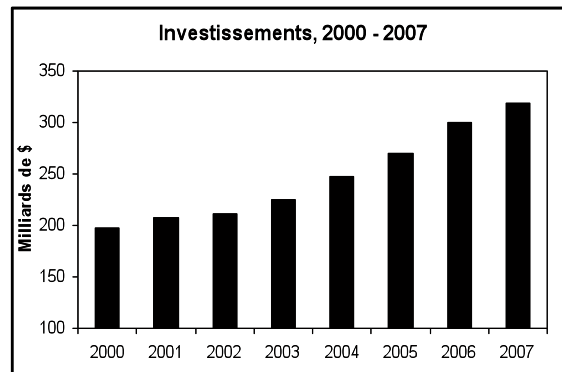
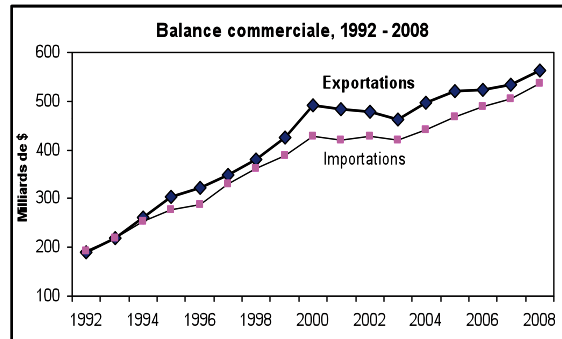
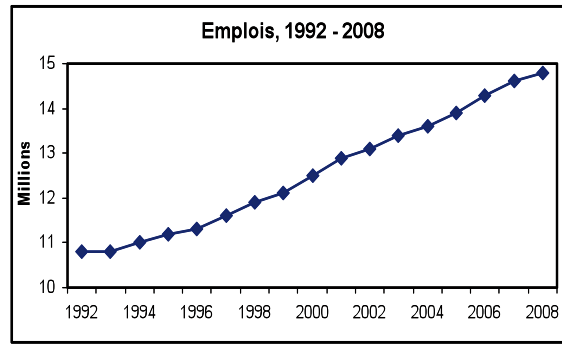
Conjoncture actuelle

La crise financière mondiale qui est née dans le secteur immobilier américain et qui s'est étendue de l'économie de « papier » (où les investisseurs financiers achètent et vendent des actifs de papier) à l'économie « réelle » (où les travailleurs produisent des biens et des services qui ont une utilité réelle) a donné lieu à une réaction en chaîne d'effets négatifs dévastateurs. La construction de maisons neuves s'est arrêtée, les consommateurs ont cessé d'acheter des véhicules à moteur et d'autres marchandises importantes, les entreprises (craignant le pire) ont cessé d'investir. Aujourd'hui, l'économie du Canada (comme de la plupart des autres pays du monde) est plongée dans une lancinante récession, probablement la pire depuis les années 1930. Les causes et conséquences de la crise sont expliquées en détail dans le document d'appui du Congrès intitulé *Nous allons combattre cette crise*.

Depuis 30 ans, les politiques de droite ont fait fortement pencher les règles du jeu économique en faveur de l'entreprise, en insistant sur la rationalisation du gouvernement, la réduction des impôts, la réduction des programmes publics, la guerre aux syndicats et en réservant le maximum de richesse et de privilèges au segment le plus riche de la société. Ces politiques ont mené à la crise financière actuelle. Cette crise n'est pas arrivée par hasard. Elle était prévisible et elle aurait pu être prévenue.

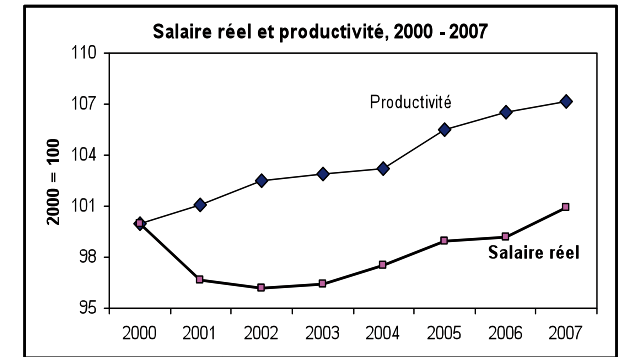
Plusieurs années fructueuses de création d'emploi et de chômage à la baisse ont permis au salaire réel dans l'économie canadienne de finalement récupérer un peu ces dernières années. Le salaire réel moyen a gagné 2-3 % depuis 2002 (mais c'est toujours bien en-deçà de la croissance du taux de productivité). Maintenant, avec la récession, les conditions du marché du travail vont encore se détériorer. Les travailleurs ont été les derniers à profiter de la dernière expansion économique – mais ils sont quand même les premiers à payer pour ce ralentissement.

L'ascension vertigineuse du dollar canadien (dont la valeur est passée de 63 cents US en 2002 à environ 90 cents) a créé d'énormes difficultés à l'industrie manufacturière. Plus de 600 000 emplois manufacturiers sont disparus depuis que la valeur du dollar a commencé à monter. La santé de notre économie va continuer d'être



compromise si notre pays reste dépendant de ses exportations de ressources naturelles (en particulier de pétrole et de gaz) pour payer sa facture de commerce mondial. Nous avons besoin d'une stratégie économique mieux équilibrée pour générer une prospérité durable à long terme, une prospérité partagée par la main-d'œuvre qui génère nos richesses.

Dans l'avenir, il faudra œuvrer ensemble à pousser le gouvernement à réglementer la finance et à s'assurer que les banques prêtent de façon responsable. Les politiques gouvernementales doivent mettre l'accent sur les investissements réels dans les technologies, le savoir-faire, l'infrastructure et l'environnement. Enfin, le produit de la croissance de l'économie réelle devrait être plus largement partagé – en particulier via les lois sur le salaire minimum et la négociation collective. Les travailleurs ne devraient pas avoir à payer une crise qu'ils n'ont pas causée. Nous allons nous battre pour transformer les règles du jeu économique pour pouvoir mettre un terme au cycle d'emballage-effondrement qui se crée (et se recrée) dans l'économie dirigée par le secteur privé de la finance.



« ÉCOLOGISER » LE SECTEUR

Chaque profil sectoriel contient un encadré similaire avec des suggestions pour réduire notre « empreinte » environnementale sur chaque secteur (amélioration de l'efficacité énergétique, développement de véhicules moins polluants et autres initiatives). Les membres des TCA ont un intérêt certain À LA FOIS à protéger leurs emplois ET à protéger l'environnement. Avec les bonnes politiques et mesures gouvernementales, nous POUVONS faire les deux.

PROFILS SECTORIELS

Les profils sectoriels des TCA sont une mine d'information au bénéfice de nos membres, des recruteurs, des chercheurs et des particuliers du grand mouvement ouvrier. Ils analysent sous un angle contextuel et syndical chacun des 17 grands secteurs où notre syndicat est présent. Leur but est de susciter les débats sur les grands enjeux économiques et politiques qui concernent nos 225 000 membres dans un large éventail d'industries.